

ANDRÉ BARTHE

Essai d'évaluation de la richesse de l'Espagne

Journal de la société statistique de Paris, tome 58 (1917), p. 157-161

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1917__58__157_0

© Société de statistique de Paris, 1917, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

ESSAI D'ÉVALUATION DE LA RICHESSE DE L'ESPAGNE

Nous avons publié, il y a quelques années, une étude relative à l'accroissement de la richesse de l'Espagne à cent ans d'intervalle, en supputant quel pouvait en être le total au moment où nous écrivions. Depuis lors, nous avons travaillé à constituer un dossier d'information aussi complet que possible, et c'est le résultat de cette étude que nous avons l'honneur de soumettre à l'attention de la Société de Statistique.

La méthode la plus simple pour calculer le total des fortunes individuelles du pays aurait été de prendre pour base l'annuité successorale, comme le recommandait M. de Foville, à la mémoire duquel nous adressons un souvenir reconnaissant, mais pour cela il faudrait disposer de statistiques remontant à au moins quarante ans, et il n'y en a que dix-huit de publiées. Par conséquent, et sans négliger les intéressants travaux de la « Dirección de lo Contencioso » (Enregistrement), nous avons aiguillé nos recherches vers d'autres sources d'information.

Voici d'abord un tableau comprenant la valeur des capitaux soumis aux droits de succession :

Années	Par mille pesetas
1891	573.824
1899	661.798
1900	662.184
1901	611.888
1902	784.222
1903	677.741
1904	709.598
1905	636.554
1906	763.000
1907	665.689
1908	717.921
1909	755.577
1910	750.470
1911	785.370
1912	743.017
1913	871.333
1914	739.256
1915	749.280
Moyenne	711

Nos lecteurs remarqueront des écarts très considérables entre les chiffres ci-dessus; ils sont dus, pour une part, à la nature des capitaux transmis; le fisc n'a pas tous les ans la chance de perdre des oncles à succession; d'autre part, il y a des refontes d'impôts pour accroître le taux de la taxe de celles-ci ou atteindre de nouvelles catégories de biens; il y a aussi une surveillance, chaque fois plus empressée, à découvrir la matière imposable.

Si nous disposions du relevé des capitaux transmis par décès sur un plus grand nombre d'années, nous pourrions former une moyenne complète, mais qui serait loin de répondre à la réalité. Les années antérieures à 1891 la feraient baisser dans des proportions extraordinaires et elles ne vaudraient pas la peine d'être utilisées, par défaut.

En effet, si nous prenons comme point de départ le chiffre le plus élevé enregistré : 871 millions, multiplié par trente-sept ans, nous trouverons 32 milliards 227 millions; en choisissant la dernière période quinquennale, dont la moyenne est de 777 millions, on trouve 28 milliards 750 millions, et finalement la moyenne de dix-huit années ci-dessus donne un capital de 26 milliards 307 millions.

Aucun de ces trois chiffres ne nous satisfait, car il ne peut venir à l'idée de personne que les fortunes privées d'un pays de 20 millions d'habitants, et dans lequel on trouve les sources de revenus que nous indiquerons plus loin, donnent un total aussi réduit.

Pour le contrôler, nous avons eu recours au *Registre de la Propriété foncière*, dont les tableaux d'immeubles transmis par acte de dernière volonté nous ont donné le résultat ci-après (Voir tableau, p. 159).

Si toute la propriété immobilière espagnole ne valait pas 18 milliards, il s'agirait d'un pays ruiné, ce qui n'est pas le cas.

D'abord, la valeur locative de la propriété bâtie est de 500 millions en chiffres ronds. Or, les 219 millions de capitaux transmis en moyenne représentent une valeur vénale de 8 milliards 103 millions, et il nous semble qu'il n'y a pas de proportion logique entre ce revenu et le capital trouvé. Nous n'irons pas jusqu'à doubler celui-ci, mais en capitalisant les loyers à 4 %, soit 12 milliards 500 millions, nous laissons assez de marge à l'imprévu.

La même remarque s'impose pour l'évaluation de la propriété non bâtie. Si la valeur moyenne des transmissions par décès était réellement de 252 millions, cela ferait un capital de 9 milliards 324 millions.

On peut épiloguer, tant qu'on voudra, sur la pauvreté du sol de l'Espagne, sur les procédés archaïques de son agriculture, sur la modicité du rendement des récoltes par hectare, etc. Tout cela est loin d'être rigoureusement exact. Ce qu'on peut dire à ce sujet, c'est que la valeur des produits du sol : céréales, vignobles, oliviers, fruits, plantes potagères, fourrages, betteraves, volaille, etc., est évaluée à 6 milliards. Nous compterons 27 milliards 500 millions, y compris la valeur du matériel agricole, qui n'est pas une écriture négligeable.

En troisième ligne, nous mettrons le bétail : il y a plus de 27 millions de têtes, que nous inscrivons pour 4 milliards.

Total de ces trois chapitres : 44 milliards de capital immobilier.

Maintenant nous passerons à la propriété mobilière.

Valeur des immeubles transmis.

Années	Propriété	
	non bâtie	bâtie
	Millions de pesetas	
1894	245	204
1895	258	204
1896	220	197
1897	241	204
1898	221	205
1899	225	204
1900	247	220
1901	257	217
1902	278	223
1903	241	217
1904	247	227
1905	245	219
1906	246	241
1907	274	231
1908	253	233
1909	255	231
1910	270	237
1911	273	213
1912	270	221
1913	288	239
1914	263	230
Total	5.292	4.617
Moyenne	252	219
Moyenne totale	471	

correspondant à un capital de 17 milliards 427 millions.

* * *

La valeur nominale des titres émis par les sociétés anonymes soumises à l'impôt sur le revenu est de 7 milliards 858 millions; tout ce capital n'est pas nationalisé; mais, en revanche, les portefeuilles espagnols renferment plus de valeurs étrangères qu'on ne croit; après ventilation de ces écritures, nous évaluons cette partie de la richesse du pays à 6 milliards.

Les sociétés anonymes ne monopolisent pas la production des objets fabriqués; les patentés sont très nombreux et leur outillage n'est pas insignifiant. Parmi eux, nous relevons, entre autres, les groupes ci-après :

Filatures et tissages	7.545
Métallurgistes	5.071
Industries chimiques	10.366
Denrées alimentaires et boissons.	30.471
Papeteries et leurs dérivés	365
Industries diverses.	7.534
Total	62.352

Tous ces industriels n'ont pas la même importance; il y en a qui ne disposent que d'un petit matériel, mais d'autres réunissent de puissants moyens d'action et des machines des derniers modèles; ce n'est pas avancer un faux chiffre en l'estimant à 25.000 pesetas en moyenne, soit plus de 1 milliard 500 millions.

Pour éviter, autant que possible, les doubles emplois, contre lesquels M. de Colonjou s'élevait il y a quelques années, nous ne comptons que 75.000 patentes au titre des arts et métiers, avec 4.000 pesetas de matériel en moyenne, soit 300 millions.

La population de l'Espagne est de 19.950.817 habitants, dont 9.691.638 hommes et 10.259.179 femmes : en assignant à chaque famille six personnes, — ce qui est peut-être un peu forcé — cela fait 3.330.000 familles. Réduisons leur nombre à 3 millions pour un même nombre de logements. Certes, le mobilier, dans sa définition la plus large, est loin d'être de même importance chez tous les locataires, mais en lui attribuant une valeur moyenne de 3.000 pesetas, soit 9 milliards, nous croyons être aussi scrupuleux que possible dans notre calcul.

Nous avons à compter encore la dette de l'État : une partie peu importante appartient à des étrangers, et en tenant compte de cette déduction, nous la faisons figurer dans notre étude pour 9 milliards, tout compris.

Les matières d'or et d'argent existant en Espagne dépassent 2 milliards; une partie d'entre elles est comprise dans l'actif des sociétés anonymes ou dans les biens meubles dont nous avons fait état ci-dessus, mais il y a dans les caves de la Banque d'Espagne plus de 2 milliards, dont nous n'avons pas tenu compte; nous pouvons, de ce chef, ajouter aux sommes précédentes 2 milliards.

Au bilan de la Banque d'Espagne figurent quelques centaines de millions de pesetas de comptes courants créditeurs; on sait que les soldes des sociétés de crédit entrent pour une large part dans ce total, mais il y a aussi des fonds de roulement, appartenant à des particuliers et non compris sous les rubriques précédentes; nous les compterons pour 200 millions.

Les produits du sol et les marchandises formant la réserve du pays, pour souder les récoltes et les arrivages de matières premières, ont une grande valeur. En les prenant pour 1 milliard 500 millions, nous ne sommes pas éloignés de la vérité.

Récapitulation.

	Millions
Propriétés bâties	12.500
Propriétés non bâties	27.500
Bétail.	4.000
Valeurs mobilières.	6.000
Outillage	1.800
Biens meubles, autres que ci-dessus	9.000
Dette de l'État.	9.000
Métaux précieux	2.000
Comptes courants créditeurs à la Banque d'Espagne	200
Matières en magasin.	1.500
Total	73.500

Nous prions nos lecteurs de tenir compte que dans les totaux ci-dessus il n'est pas question des biens domaniaux, dont l'équivalence se trouve aux

chapters de la Dette de l'État et des valeurs mobilières, dette des provinces et des communes.

La fortune des institutions de bienfaisance est évaluée à 623 millions environ, qui ne donnent pas lieu à l'ouverture de successions, mais que nous estimons compris dans l'évaluation des biens meubles et immeubles.

Nous ne prétendons pas avoir établi un bilan exact de la richesse de l'Espagne, mais nous avons essayé de le dresser avec tout le soin possible, eu égard aux éléments d'étude dont nous disposons.

Pour finir cette étude, nous publions ci-après un tableau approximatif des revenus des habitants du pays, savoir :

	Millions de pesetas
Propriété immobilière et bétail : 44 milliards à 3,50 %	1.540
Salaires de 2 millions d'ouvriers.	2.000
Valeurs mobilières, y compris la Dette de l'État	715
Traitement des employés civils et des agents de l'État, des provinces et du commerce soumis à l'impôt sur le revenu.	412
<i>Idem</i> , non soumis à cet impôt.	100
Revenus des cinq classes formant le groupe de l'impôt des patentes, soit 389.000 contribuables, à 2.500 pesetas en moyenne.	937 (*)
Total	5.704

(*) Cette somme correspond à peu près au produit de l'impôt capitalisé à 5 % : 48.090.973 pesetas.

En ajoutant que nous nous sommes servi exclusivement des prix et des évaluations d'avant-guerre, nous aurons fini d'exposer le fruit de nos recherches sur cette question.

André BARTHE.